



MN/SC

DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE

La commission exécutive du Syndicat général du Livre et de la Communication écrite s'est réunie aujourd'hui. Elle a largement débattu de la situation sociale en général et de celle de nos professions en particulier.

En deux mots, l'année 2008 aura été marquée par une offensive majeure des forces du patronat et de la droite libérale qui entendent mener dans notre pays une véritable contre-révolution conservatrice comme en ont connu il y a une vingtaine d'années la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Evidemment, les promesses électorales du candidat Sarkozy n'ont pas été tenues, ceux qui s'y étaient laissés prendre sont une nouvelle fois déçus.

En 2008, les garanties collectives, des services publics, des moyens de vivre décevront ont été gravement mis en cause.

Pourtant, en fin d'année, le pouvoir a dû faire marche arrière ou, au moins, temporiser certains de ses projets, comme la réforme de l'enseignement secondaire, la privatisation de la Poste ou la généralisation du travail du dimanche.

Ce sont les luttes pour l'école, pour la défense de la Poste, dans le commerce qui sont la cause de ces dérobades gouvernementales. La progression historique de la CGT lors des élections prud'homales, confirmée dans d'autres scrutins, est un signe encourageant. Il faut poursuivre dans la voie de la mobilisation et de l'action. La résignation n'est pas de mise. En luttant, en proposant tout devient possible y compris des victoires dans nos professions : regardons les NMPP !

.../...

L'emploi et le pouvoir d'achat sont au centre des préoccupations des salariés. Le SPQN et aujourd'hui les patrons de la presse magazine entendent geler les salaires jusqu'en juin ou septembre 2009. C'est inacceptable. Dans de nombreuses entreprises (sièges éditoriaux, imprimeries, brochures, routage...) des suppressions d'emplois sont annoncées.

En conclusion des Etats généraux de la presse qui ont bien peu d'ambition, le Livre vert reprend les conclusions d'une officine patronale qui a élaboré un nouveau dispositif d'élimination massive des salariés. Rien ne justifie réellement ces suppressions d'emplois, à l'exception de la volonté patronale de consacrer ses seuls efforts à la casse d'une profession et de ses statuts.

Les patrons auraient pourtant beaucoup à faire pour développer l'offre éditoriale et l'emploi, à commencer par rapatrier toute la charge de travail.

Nous pensons que la presse doit être fabriquée là où elle est lue et pas nécessairement à l'autre bout de l'Europe. Notre région possède les outils, les compétences et les matériels pour réaliser toutes les productions de presse comme de labeur, pour les quotidiens comme pour les magazines.

La CGT n'acceptera aucun licenciement.

La Commission exécutive du SGLCE demande à l'ensemble des éditeurs de garantir l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés de la profession. Elle ne se fait pas d'illusions : seules la mobilisation et la détermination des salariés rassemblés peuvent amener le patronat à aller dans ce sens.

La journée intersyndicale du 29 janvier est le bon moment pour exprimer cette mobilisation et cette détermination. Le SGLCE appelle tous les syndicats de nos professions, des industries papetières, graphiques et de la communication, à Paris comme en province, à faire du 29 janvier une très grande journée de luttes et de grèves.

Pour sa part, il propose un arrêt de travail général, dans l'unité, pour riposter avec la force nécessaire aux prétentions patronales. Dès à présent, le SGLCE anime des débats lors d'assemblées dans les entreprises et propose à l'ensemble des organisations syndicales une plate-forme commune d'action.